

# Le DROIT OUVRIER

**DROIT DU TRAVAIL - PRUD'HOMIE - SÉCURITÉ SOCIALE**

## Sommaire

### DOCTRINE

**Philippe Martin** : Assurance-chômage : hasards et nécessité de la contractualisation des engagements.

**Vincent Wauquier** : Le caractère collectif de l'intéressement.

### DOCUMENTS

Une nouvelle atteinte aux droits des salariés. Déclaration de la CGT.

La cybersurveillance sur les lieux de travail. Rapport de la CNIL.

### JURISPRUDENCE

*Voir notamment :*

L'autonomie conceptuelle de la faute inexcusable.

**Cour de cassation (Ch. civ. 2<sup>e</sup>) 27 janvier 2004** - Note Yves Saint-Jours (p. 420)

Contournement patronal de licenciements économiques par le recours à d'autres modes de rupture du contrat de travail : le droit d'alerte, riposte efficace du Comité d'entreprise.

**Cour d'appel de Paris (14<sup>e</sup> Ch. A) 7 mai 2003** - Note Mélanie Carles (p. 422)

Discrimination syndicale dans la fonction publique : la réintégration dans les fonctions à la suite d'une mutation entachée de détournement de pouvoir.

**Cour administrative d'appel de Bordeaux (2<sup>e</sup> Ch. B) 16 mars 2004** - Conclusions de Jean-Louis Rey (p. 428)

La dualité juridictionnelle à l'épreuve du contrôle de la motivation de la lettre de licenciement d'un représentant du personnel.

**Cour d'appel de Versailles (6<sup>e</sup> Ch. soc.) 2 mars 2004** - Note Sandra Renda (p. 435)

### CHRONIQUES JURISPRUDENTIELLES

**Droit pénal du travail** : extraits de décisions sélectionnés et commentés par **Marc Richevaux**.

Arrêts récents de la Cour de cassation résumés par **Marie-France Bied-Charreton** (pages 3 et 4 de la couverture).



**Doctrine :**

Assurance-chômage : hasards et nécessité de la contractualisation des engagements, par **Philippe Martin**, COMPTRASEC-CNRS, Université Montesquieu Bordeaux IV ..... 397

Le caractère collectif de l'intéressement (à propos de l'arrêt du 21 octobre 2003), par **Vincent Wauquier**, ATER à Paris-X Nanterre ..... 405

Annexe : CONVENTIONS ET ACCORDS COLLECTIFS – Accord d'intéressement – Condition de versement de la prime au salarié – Temps de présence dans l'entreprise – Défaut de caractère collectif du versement.  
**COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 21 octobre 2003** ..... 408

**Documents :**

Déclaration de la CGT : Une nouvelle atteinte aux droits des salariés ..... 409

La cybersurveillance sur les lieux de travail. Rapport de la CNIL ..... 410

**Jurisprudence :**

ACCIDENTS DU TRAVAIL – Faute inexcusable de l'employeur – Majoration de rente – Réduction – Conditions – Faute de la victime devant présenter un caractère inexcusable.  
**COUR DE CASSATION (2<sup>e</sup> Ch. Civ.) 27 janvier 2004** ..... 420  
**Note Yves Saint-Jours, Professeur émérité à l'Université de Perpignan** ..... 420

ACCIDENTS DU TRAVAIL – Réparation – Incidence d'une décision de relaxe de l'employeur au pénal à l'occasion de faits non intentionnels – Dissociation en ce cas de la faute civile de la faute pénale – Possibilité, en dépit de la relaxe, d'une action en reconnaissance de la faute inexcusable de l'employeur.  
**COUR DE CASSATION (2<sup>e</sup> Ch. Civ.) 16 septembre 2003** ..... 421

COMITÉS D'ENTREPRISE – Droit d'alerte – Champ d'application – Nombreuses démissions constatées et lien éventuel avec la situation économique de l'entreprise – Désignation d'un expert-comptable – Demande d'annulation de la procédure par l'employeur devant le juge des référés – Absence de trouble manifestement illicite et de dommage imminent pour l'entreprise.  
**COUR D'APPEL DE PARIS (14<sup>e</sup> Ch. A) 7 mai 2003** ..... 422  
**Note Mélanie Carles** ..... 422

CONSEILS DE PRUD'HOMMES – Procédure – Litige intéressant le personnel d'un organisme de Sécurité sociale – Présence obligatoire du Préfet à l'instance – Droit propre (non).  
**COUR D'APPEL DE DOUAI (Ch. Soc.) 31 octobre 2002** ..... 423  
**Note Patrick Tillie** ..... 424

DÉLÉGUÉS SYNDICAUX – Désignation – Etablissement de moins de cinquante salariés – Présence de délégués sans contestation de l'employeur – Désignation d'un délégué supplémentaire par un nouveau syndicat – Contestation patronale de la désignation – Principe constitutionnel d'égalité faisant interdiction à l'employeur de contester cette désignation.  
**COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 5 mai 2004** ..... 425

DURÉE DU TRAVAIL – Pause – Rémunération – Prise effective – Organisation du travail – Préservation de la santé – Egalité de traitement – A travail égal, salaire égal – Indemnisation du préjudice.  
**COUR D'APPEL DE TOULOUSE (Ch. Soc.) 23 mai 2002** ..... 426  
**Note Michel Miné** ..... 427

ELECTIONS PROFESSIONNELLES – Propagande électorale antérieure au premier tour – Possibilité ouverte qu'aux seules organisations représentatives présentant des candidats – Interdiction aux candidats potentiels à un second tour éventuel – A défaut, annulation des élections.  
**COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 14 janvier 2004** ..... 427

FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS – Activités syndicales – Discrimination – Mutation affectant les conditions de travail – Mesure non justifiée par l'intérêt du service – Réintégration dans les fonctions initiales.	
<b>COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE BORDEAUX (2<sup>e</sup> Ch. B) 16 mars 2004</b> .....	428
<b>Conclusions de Jean-Louis Rey, Commissaire du gouvernement</b> .....	429
LICENCIEMENT POUR MOTIF PERSONNEL – Saisine du CPH par le salarié pour obtenir la requalification de son contrat de travail – Licenciement par mesure de rétorsion – Atteinte à une liberté fondamentale – Suspension de la mesure de licenciement en attendant l'examen par les juges du fond.	
<b>COUR D'APPEL DE PARIS (18<sup>e</sup> Ch. C) 15 janvier 2004</b> .....	432
PROTECTION DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL – Autorisation de licenciement – Contestation – Loi d'amnistie – Effets.	
<b>TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE VERSAILLES (6<sup>e</sup> Ch.) 10 juin 2003</b> .....	433
<b>Note Manuel Casteja</b> , DEA de droit comparé, Union locale CGT de Chatou .....	433
PROTECTION DES REPRESENTANTS DU PERSONNEL – Licenciement autorisé – Compétence juridictionnelle – Contestation – Lettre de licenciement – Absence de référence à l'autorisation administrative – Compétence judiciaire pour apprécier la motivation.	
<b>COUR D'APPEL DE VERSAILLES (6<sup>e</sup> Ch. Soc.) 2 mars 2004</b> .....	435
<b>Note Sandra Renda</b> , Avocate au Barreau de Chartres.....	436
PROTECTION DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL – Mise à pied – Mandat non suspendu – Comité d'entreprise – Désaccord sur l'ordre du jour – Décision du juge des référés.	
<b>COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 2 mars 2004</b> .....	437
<b>Note Maurice Cohen</b> .....	438
SALAIRE ET REMUNERATION – Saisie – Procédure – Salarié ayant quitté l'entreprise – Sommes restant détenues par l'ancien employeur – Application de la saisie de droit commun (non) – Application de la procédure prévue par le Code du travail (oui).	
<b>COUR DE CASSATION (Ass. plén.) 9 juillet 2004</b> .....	438
USAGE – Dénonciation – Condition – Absence de motif illicite – A défaut, nullité de la dénonciation.	
<b>COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 5 novembre 2003</b> .....	439
<b>Chroniques jurisprudentielles :</b>	
DROIT PÉNAL DU TRAVAIL : Extraits de décisions sélectionnés et commentés par Marc Richevaux.	
COMITÉS D'ENTREPRISE – Prise de participation dans une société créée – Absence de consultation du CE – Entrave.	
<b>COUR DE CASSATION (Ch. Crim.), 3 février 2004</b> .....	440
PROTECTION DES REPRESENTANTS DU PERSONNEL – Licenciement d'un conseiller prud'homme - Société en redressement judiciaire - Exonération de demande d'autorisation administrative (non) - Entrave (oui) - Condamnation du liquidateur.	
<b>COUR DE CASSATION (Ch. Crim.), 25 mai 2004</b> .....	440
SYNDICATS PROFESSIONNELS – Action en justice – Fonctionnement d'un Conseil de prud'hommes – Plainte pour jugement non-conforme au délibéré – Accusation de faux en écriture publique – Atteinte à l'intérêt collectif de la profession – Recevabilité de l'action.	
<b>COUR DE CASSATION (Ch. Crim.), 3 février 2004</b> .....	441
TRAVAIL DISSIMULÉ – Procès-verbal – Constatations dans un lieu habité – Régularité malgré l'absence d'autorisation de l'occupant – Conditions.	
<b>COUR DE CASSATION (Ch. Crim.), 2 mars 2004</b> .....	442